Le 05/12/2002 N°21

ACCORD LOCAL SUR LES CONGES-NEGOCIATIONS (4)

L'INTRANSIGEANCE !

La direction a bien « berné » les signataires de l'accord central, elle campe sur ses positions.!

Voici le résultat des dernières négociations du 3/12 avec la direction (texte au verso)

La direction a annoncé qu'il n'est pas question de changer un iota du paragraphe concernant la période des congés d'été.

La direction impose 4 semaines obligatoires dans la période de référence.

Cette période de prise des congés est du 15 juillet au 1^{er} dimanche de septembre et de plus la direction impose un maximum de personnes présentes pendant la 1^{ère} quinzaine du mois d'Août.

Pourquoi une telle situation ?

1) La direction a le beau rôle ; elle se sert de la demande d'une organisation syndicale (la CFDT) pour imposer un accord sur les congés. (personne d'autre n'avait osé le faire, et surtout pas les salariés).

- Il y a suffisamment de sujets sérieux qui préoccupent le monde du travail : retraites, pouvoir d'achat, chômage, emploi précaire, intérim, société de prestataires, pour qu'une organisation syndicale en rajoute en demandant un accord rétrograde.

- La direction a trouvé 3 autres organisations syndicales (CFE/CGC, CFTC et FO) pour signer l'accord central.

- La direction n'a que faire d'une signature d'un l'accord local puisque, en tout état de cause l'accord central sera appliqué.

- En limitant la date de signatures au 16/12 soit après les élections prud'homales, ne veut-elle pas mettre dans l'embarras certains syndicats ?

2) Les deux mobilisations de plus de 500 salariés chacune ne suffisent peut être pas pour faire fléchir la direction. Mais rien n'est jamais joué d'avance, et la direction le sait !

Celui qui se bat peut perdre, celui qui ne se bat pas a déjà tout perdu.

SUD, en aucun cas, nous ne signerons un accord qui verrait une fois de plus un retour en arrière de nos acquis.

Reste à vous mobiliser au maximum pour exiger de la direction une prise de congés entre le 1^{er} juin et le 30 sept.

NOUS VOULONS TRAVAILLER POUR VIVRE ET NON PAS VIVRE POUR TRAVAILLER

NOS CONGES QUAND ON VEUT... NOS CONGES QUAND ON VEUT....

POUR NOUS CONTACTER :

TCR ☎ 01 30 03 22 93 ☎ 06 08 24 23 15 CTA : ☎ 02 32 77 63 09 ☎ 06 82 45 48 18

☎ Fax TCR: 01 30 03 22 94 ☎ Fax CTA : 02 32 77 61 45

☎ : tcr.sud@wanadoo.fr ☎ : cta.sud@free.fr

PREAMBULE :

L'accord de l'établissement de Guyancourt s'inscrit dans le cadre de l'accord d'entreprise du 07 juin 2002 relatif aux congés. Il s'applique à l'ensemble du personnel de l'établissement (Aubevoye et Guyancourt). Cet accord prend en compte, au même titre que l'accord d'entreprise, le contexte des accords de réduction et d'aménagement de la durée du travail qui conduisent au bénéfice, pour chaque salarié, de 7 à 8 semaines de congés au titre des congés payés légaux, des congés d'ancienneté, des jours de réduction du temps de travail ainsi que des congés spéciaux. Il a également pour objet de tenir compte des spécificités des activités de l'établissement et en particulier celles relatives aux contraintes des différents projets véhicules. C'est pourquoi l'accord permet une meilleure visibilité des droits et des prises de congés pour les salariés et pour la hiérarchie, permettant ainsi de répondre aux aspirations de l'ensemble du personnel.

ARTICLE 1 - CALENDRIER PREVISIONNEL DES CONGES

Conformément à l'annexe de l'accord du 07 juin 2002 relatif aux congés, les salariés informent, s'ils le souhaitent, leur supérieur hiérarchique de leur calendrier prévisionnel de prise de congés, autres que ceux fixés par l'établissement, y compris leurs droits en matière de jours individuels de RTT. L'établissement de Guyancourt exprime sa volonté de faciliter la concrétisation de la programmation indicative des congés et ainsi de favoriser le dialogue avec la hiérarchie sur les dates proposées. Cette programmation, qui répond à l'objectif de prise effective des congés, doit permettre à la hiérarchie de préparer une meilleure organisation du travail. Elle s'effectue dès le mois de janvier de l'année N. Le salarié qui aura programmé ses congés est prioritaire par rapport à un salarié demandant des congés à la même période sans les avoir planifiés, ainsi que le prévoit l'article 2-3 du présent accord.

ARTICLE 2 - ORGANISATION DES CONGES

2.1 DELAI DE PREVENANCE POUR LES CONGES DE FIN D'ANNEE

Dans le but de faciliter le calendrier prévisionnel des congés prévu à l'article 1 du présent accord, la Direction de l'Etablissement informe les représentants du personnel et les salariés du régime de fermeture éventuelle de fin d'année au mois de décembre de l'année N-1. Cette fermeture éventuelle de fin d'année s'effectue dans le cadre de l'annexe à l'accord d'entreprise du 07 juin 2002 relative aux congés.

2.2 DELAI MINIMUM A RESPECTER POUR LES DEMANDES DE CONGES

Le délai minimum à respecter par les salariés, pour les demandes de congés dont la durée est égale ou supérieure à 5 jours et dont le régime n'a pas été fixé par l'Etablissement, est fixé à 1 mois. Si les congés ont été préalablement planifiés, les salariés procèdent à une confirmation de la demande initiale au moins 1 mois avant la prise effective. Dès lors que les demandes de congés ont été formulées dans le délai prévu ci-dessus, la hiérarchie s'engage à répondre par écrit dans les 15 jours calendaires à compter de la date de la demande. En aucun cas l'absence d'un écrit ne vaut accord tacite. Pour les congés dont la durée est inférieure à 5 jours, la hiérarchie définit localement le délai de prévenance minimal.

2.3 RÈGLES DE PRIORITE (HORS CONGES D'ETE)

Ainsi que le prévoit l'article 1 du présent accord, en cas de demandes de prise de congés de plusieurs salariés à une période identique, priorité est donnée à celui ou ceux qui ont planifié préalablement leurs congés. Il est entendu que les situations individuelles sont également étudiées avec attention par la hiérarchie. De même, le pourcentage maxima d'absences par secteur est défini par la hiérarchie en fonction de la charge de travail.

2.4 PERIODE DES CONGES D'ETE

Conformément à l'accord d'entreprise du 07 juin 2002, la période de référence des congés d'été de l'Etablissement de Guyancourt s'étend du 15 juillet au 1^{er} dimanche de septembre, soit sur une période d'au moins 7 semaines. Dans cette période, les salariés de l'Etablissement bénéficient de la prise de 4 semaines de congés. Afin de tenir compte des contraintes d'organisation de certaines Directions et en particulier des impératifs des projets en cours, il est possible pour la hiérarchie, avec l'accord du Directeur opérationnel concerné, d'organiser les congés en dehors de la période de référence. Considérant la nécessaire cohérence avec les périodes de congés des usines et des fournisseurs, la hiérarchie définit localement le pourcentage du personnel en congés pendant la 1^{ère} quinzaine du mois d'août. Par ailleurs, la hiérarchie examine les demandes individuelles lorsque la situation personnelle des salariés (période de congés du conjoint, période légale de garde des enfants, ...) rend impossible la prise de l'intégralité des 4 semaines au cours de la période de référence.

2.5 DELAI DE PREVENANCE DES CONGES D'ETE

La Direction de l'Etablissement informe les Représentants du Personnel et les salariés des dispositions retenues pour les congés d'été au mois de décembre de l'année N-1, à la même date que l'annonce de l'éventuelle fermeture de fin d'année telle qu'elle résulte de l'article 2-1 du présent accord et que le positionnement des jours de Réduction du Temps de Travail collectifs fixés pour l'année N+1.

ARTICLE 3 - PERIODE TRANSITOIRE

Conformément à l'article 1.3 de l'accord d'entreprise du 7 juin 2002, un régime transitoire est mis en place pour une période de 7 mois correspondant aux droits relatifs à la période courant du 1^{er} juin au 31 décembre 2002.

Le présent accord de l'Etablissement de Guyancourt prévoit le versement des 17,5 jours correspondant aux congés payés acquis entre le 1^{er} juin 2002 et le 31 décembre 2002 dans le Capital Temps Individuel, la bascule intervenant le 31 décembre 2002.

S'agissant des salariés dont le compteur Capital Temps Collectif est négatif, l'accord prévoit qu'un maximum de 3,5 jours sur les 17,5 jours prévus à l'alinéa précédent serviront à combler l'avance effectuée et à remettre ainsi le compteur collectif à zéro.

ARTICLE 4 - COMMISSION DE SUIVI

Une Commission de Suivi est créée, composée des signataires du présent accord d'Etablissement.

Elle se réunit 2 fois par an selon des modalités qui sont définies avec les signataires.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS GENERALES

Le présent accord est conclu dans le cadre des articles L. 132-1 et suivants du Code du Travail pour une durée indéterminée et s'applique à compter du 1^{er} janvier 2003, excepté les délais de prévenance de période de congés d'été, de fermeture de fin d'année et du positionnement des jours de Réduction du Temps de Travail collectifs qui s'appliquent dès décembre 2002.

Toute Organisation Syndicale représentative au niveau de l'Etablissement qui n'est pas partie au présent accord peut y adhérer lorsque les formalités prévues à l'article L. 132-9, dernier alinéa, auront été accomplies.

Le présent accord peut faire l'objet d'une dénonciation dans le respect des dispositions de l'article L. 132-8 du Code du Travail.